

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

XXXème Année

Rome, Mars 1979 - No 3

PAX SOVIETICA

de ROBERTO CESTELLI

*L'U.R.S.S.
à la conquête du monde*

L'année 1978 a incontestablement été celle de la Russie soviétique. Son insatiable programme d'expansion territoriale et de puissance par la subversion politique et la force des armes a été poursuivi avec une habileté et une discrétion extraordinaires et dans l'indifférence la plus totale de la part de l'Occident, bercé dans une léthargie politique et morale d'où il risque de sortir, trop tard hélas, réveillé

par le mortel vacarme de la troisième guerre mondiale.

Les exploits soviétiques de cette période y compris le début de la présente année, illustrent d'une façon impressionnante la rapidité avec laquelle l'U.R.S.S. brûle les étapes dans sa marche vers la conquête de la domination mondiale.

Pour compléter cette conquête et en protéger la possession, l'Union soviétique a mis sur pied, avec une extrême discrétion, la force navale la plus puissante que l'histoire ait jamais connue.

LE TESTAMENT DE PIERRE LE GRAND

«Voilà comment l'Europe devra et pourra être soumise».



Afin que les Européens n'oublient pas, nous reportons à la page six le Testament de Pierre le Grand, qui conclut par cette phrase l'héritage spirituel qu'il laisse à ses successeurs au gouvernement de la nation russe.

Jusqu'au début de l'année 1978, son objectif principal a été de procéder à de vastes infiltrations en Afrique Occidentale qui lui ont assuré des bases aériennes et maritimes sur les côtes atlantiques de ce continent et qui lui permettront d'interrompre tout au moins, au moment opportun, les transports et les contacts maritimes entre les Alliés de l'Amérique du Nord et ceux de l'Europe occidentale.

L'alliance avec Fidel Castro et quelques Etats de l'Amérique centrale ont permis à l'U.R.S.S., conjointement avec ses bases africaines, y compris celles de l'Algérie, d'effectuer un véritable encerclement des forces de l'O.T.A.N., tandis que seule la prise de position de la Roumanie a gêné, même si ce n'est que partiellement, le plan de renforcement des armées du Pacte de Varsovie et leur engagement à intervenir dans les conflits entre les pays de l'Indochine.

La signature de l'accord sino-japonais a surpris et irrité le Kremlin qui a également mal digéré les visites du Président chinois en Iran, en Roumanie et en Yougoslavie.

Mais sa réponse a été cinglante et foudroyante: le gouvernement de Bucarest a été pratiquement menacé, la visite de Brejnev à Sofia a été plus qu'un avertissement pour Tito et Ceausescu et de sanglantes révoltes ont éclaté contre Reza Pahlavi qui a été contraint d'abandonner le pays.

L'accord d'assistance mutuelle entre l'U.R.S.S. et la République socialiste du Viêt-nam signé à Moscou le 3 novembre 1978, n'a pas été uniquement un consensus de l'Union soviétique à l'invasion par le Viêt-nam de tous les Etats de la péninsule indochinoise, mais surtout une gifle en pleine figure au gouvernement de Pékin.

*La diplomatie U.S.A.
sort de sa léthargie*

Il est incontestable que la politique étrangère des U.S.A., généralement guère brillante, avait perdu la confiance et la considération du monde.

Après la défaite militaire et la perte de

prestige que le peuple américain en personne a infligé à son propre gouvernement dans l'affaire du Viêt-nam et la passivité avec laquelle Washington a assisté à la désagrégation et à la destruction du Liban, à la soviétisation de l'Angola, de l'Ethiopie et de la Somalie, à la participation de guérilleros cubains et tchécoslovaques à la bataille de la Corne d'Afrique et enfin à l'invasion du Cambodge, les premiers accords de Camp Davis avaient apporté une bouffée d'oxygène à la diplomatie de Carter et fait espérer qu'à la fin un fruit aurait mûri sur le pauvre arbre de la Paix dans la Méditerranée orientale si tourmentée.

Les garanties maintes fois répétées des U.S.A. au Schah Reza Pahlavi étaient apparues comme une attitude effective et concrète de force qui chassait les appréhensions justifiées de l'Arabie saoudite qui se sentait menacée depuis longtemps par l'empirement soviétique dans le golfe Persique et dans la propre péninsule arabe.

Enfin, la récente visite du vice-Premier ministre chinois aux Etats-Unis avait fait entrevoir la possibilité d'avoir un grand allié sur le front asiatique de l'U.R.S.S. et l'ouverture d'un nouvel immense marché pour l'industrie américaine, au point que tout le pays avait été soulevé par une vague d'enthousiasme incontestablement excessive.

Nous aussi, ici en Europe, nous avons de nouveau commencé, même si c'est avec une extrême prudence, à accorder une certaine confiance à la diplomatie américaine qui semblait être finalement sortie d'un immobilisme qui risquait d'être mortel, pour tout le monde libre et, en particulier pour l'Europe occidentale et le Japon.

*La réponse du
Kremlin*

La réponse rapide du Kremlin n'a pas été confiée à l'art de la diplomatie, mais pratiquement à la force des armes, le tout basé sur un dessein bien précis qui suit le programme détaillé tracé, il y a désormais 250 ans, par Pierre le Grand dans son fameux testament rédigé à Pétersbourg à l'époque du lointain 1725 et dont il confia l'exécution à ses descendants et à ceux qui auraient de toute façon assumé le pouvoir

en Russie.

Mais examinons quelles ont été les manœuvres de l'U.R.S.S., les faibles contre-manœuvres des U.S.A. et les conséquences évidentes pour nous autres Européens.

Alors que le peuple guerrier du Viêt-nam se déchaînait contre ses compagnons communistes de la République socialiste du Cambodge, prêt à dévorer également la Thaïlande, après avoir digéré la bouchée précédente, renforçant ainsi la domination soviétique sur la péninsule indochinoise, l'U.R.S.S. reprenait résolument sa marche pour parvenir à la domination des routes des pétroles arabes.

Son premier acte a été de mettre immédiatement le feu à la poudrière iranienne, la forteresse que les U.S.A. avaient créée à la frontière arabo-chiite de l'U.R.S.S. et où était massée une armée dotée d'un armement tellement moderne et d'un degré d'entraînement tel qu'elle était considérée comme la troisième force militaire au monde.

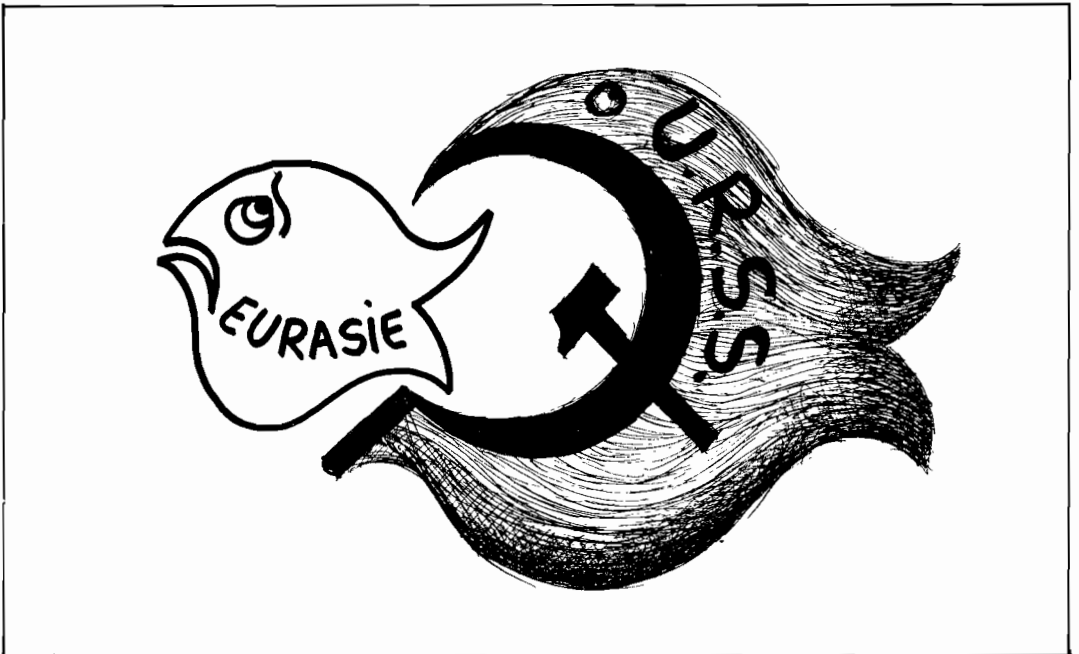
Abandonné par le Schah à qui les U.S.A. avaient retiré en l'espace de quelques jours à peine toutes leurs garanties formelles et maintes fois reconfirmées, l'Iran est tombé immédiatement sous l'influence néfaste de l'Ayatollah Khomeini, dominé par une mentalité fanatique et moyenâgeuse.

Il est incontestable que Rhexa Pahlavi n'avait pas été à l'abri d'erreurs; mais sa méprise la plus grave et la plus grossière a été de croire qu'il aurait pu faire accomplir un saut de cinq siècles de civilisation à son peuple en guère plus d'une décennie.

Un reflux de fanatisme l'a emporté et l'Ayatollah Khomeini pourra même s'imaginer avoir gagné au nom d'Allah; mais la révolution iranienne a été faite plus au nom du «Capital» que du «Coran», le noyau de la révolte iranienne étant surtout constitué par le Tudeh, c'est-à-dire le parti communiste iranien et il semble que personne n'ait répondu à l'ordre de déposer les armes lancé par l'Ayatollah.

Nous avons appris que le saint homme s'est retiré dans le monastère d'une petite ville pour prier son Dieu, alors que dans son pays se poursuivent les arrestations, les procès des tribunaux populaires et les exécutions.

Tandis que Khomeini se consacre à la prière, les mains longues du Kremlin continuent à incendier le pays. L'ambassadeur des Etats-Unis a été assassiné dans l'Afghanistan limitrophe et entièrement soviétisé; mais les protestations américaines ont été tellement faibles qu'elles ne méritent même pas qu'on les appelle ainsi, tandis que dans le proche Iraq, où l'influence soviétique est



encore plus forte, les révolutionnaires communistes iraniens ont été accueillis et entraînés. Il semble que ce pays poursuive également cette fonction vis-à-vis d'un autre pays arabe modéré.

La rencontre et les embrassades fraternelles entre Khomeini et Arafat doivent avoir fait frémir non seulement Allah, mais aussi le bon Nasser et M. Beghin, pour des raisons opposées mais ayant un double dénominateur commun: la peur des tentacules soviétiques et la méfiance à l'égard des promesses américaines.

*Premier objectif: le contrôle
des voies du pétrole*

La course soviétique pour contrôler les voies du pétrole, qui a déjà commencé par la soviétisation de l'Afghanistan, du Yémen du Sud, de l'Angola, de l'Erythrée et de la Somalie, soumises à l'Ethiopie grâce à l'aide soviétique et cubaine lors de la bataille de la Corne d'Afrique, prend au cours de ces dernières semaines un rythme nettement irrésistible.

La désagrégation de la puissance militaire de l'Iran (n'oublions pas qu'elle avait été considérée comme la troisième du monde) leur a ouvert la voie pour le golfe Persique et, par suite, la possibilité de regarder directement dans les yeux les gouvernants de l'Arabie saoudite, le premier pays producteur de pétrole au monde.

L'attaque déclenchée par le Yémen du Sud, soviétophile et confinant avec le Yémen du Nord permet de bloquer le détroit d'Aden à partir des deux rives (l'autre étant constituée par la Corne d'Afrique) et donc de fermer pratiquement en amont le Canal de Suez.

Avec Madagascar, lui aussi sous le contrôle soviétique et avec l'amitié étroite qui lie l'Algérie à l'U.R.S.S., toutes les voies du pétrole arabe et nigérien vers les pays de l'Europe occidentale pourraient être bloquées à l'improviste, tandis que le contrôle de la péninsule indochinoise obtenu à travers l'invasion vietnamienne et les bases aériennes et maritimes sur les côtes de l'Afghanistan permettraient de bloquer à l'improviste la voie de ravitaillement pour le Japon.

Mais des actions belliqueuses seraient in-

nutiles pour faire tomber l'Europe occidentale et le Japon aux pieds de l'U.R.S.S.

La politique de s'emparer et de contrôler les routes du pétrole a effrayé les pays arabes les plus modérés et poussé à l'extrême limite la voracité des autres pays producteurs qui, insouciant du danger d'un futur proche, se sont lancés dans une série d'augmentations incontrôlées et sauvages.

La Lybie, l'Algérie, l'Iran et jusqu'au lointain Vénézuéla ont annoncé d'autres augmentations incroyables (jusqu'à 45%) et préannoncé des contractions simultanées dans les livraisons de pétrole.

Il est évident que cette situation peut mettre à genoux l'Europe occidentale et le Japon sans que l'Union soviétique ne tire un seul coup de canon.

Si, par contre, les voies du pétrole devaient être bloquées, tous les pays industrialisés de l'Eurasie ne faisant pas partie du Pacte de Varsovie tomberaient sous le contrôle soviétique en guère plus de soixante jours, c'est-à-dire à ce que l'on juge comme étant suffisant pour le rythme de vie industrielle de ces pays, compte tenu des réserves pétrolières dont ils disposent.

Quatre cents millions d'hommes seraient contraints d'accepter une finlandisation, en admettant que le Kremlin ne prétende pas une forme de soumission plus dure.

Si l'U.R.S.S. arrive à contrôler la puissance industrielle de l'Europe occidentale et du Japon, qui pourrait désormais l'arrêter sur la voie de la domination mondiale?

*Les responsabilités
des Etats-Unis*

Que feraient les U.S.A. devant une telle éventualité?

Ils déclencheraient une guerre atomique dont ils devraient, avant tout, assumer toutes les responsabilités pour l'avoir commencée, car pour mettre en pratique ce plan de conquête, l'U.R.S.S. n'aurait besoin - comme elle l'a fait jusqu'à présent - que de déclencher une révolution quelconque et un conflit mondial limité.

La «leçon» infligée par Pékin au Viêt-nam nous a enseigné que le Kremlin est un vieil ours rusé. Il avait donné au Viêt-nam, quelques mois auparavant, les plus amples

garanties en l'incitant, évidemment, dans ses visées agressives et de conquête dont les finalités coïncidaient avec les intérêts soviétiques.

Au moment où la «leçon» était infligée, il a fait la grosse voix - mais, au fond, pas tellement - estimant qu'il n'était pas plus mal que l'ambition du peuple invincible du Viêt-nam soit redimensionnée et que des germes de haine à l'égard de la Chine y soient semés en abondance.

Un jour, cette haine vietnamienne pourrait devenir un élément utile pour Moscou quand elle jugera venu le moment de briser toute velléité de la Chine qui, du moins pour les vingt prochaines années, ne serait en réalité qu'une mouche face à l'armement nucléaire de l'U.R.S.S.

Quant à nous, même si nous critiquons justement la politique étrangère des U.S.A. vu les résultats désastreux qu'elle a obtenus, nous ne nous permettons pas de proposer une autre suggestion que celle de considérer toute promesse d'aide ou d'intervention comme quelque chose de sacré d'où il est délictueux de se retirer.

Le gouvernement de l'Arabie saoudite pense certainement comme nous.

Les U.S.A. doivent avoir conscience de leur propre force et ne pas se laisser intimider par quoi que ce soit, même pas si leur intervention est nécessaire à 10 000 milles de leur territoire.

Le pire ennemi du Département d'Etat est peut-être l'opinion publique américaine elle-même qui ne voit le danger que lorsque celui-ci frappe à leur porte.

L'affaire des missiles à Cuba en est un exemple frappant.

Le président Carter est actuellement en train de jouer pratiquement sa dernière miette de crédibilité sur le plan diplomatique avec sa tentative de faire conclure la paix entre l'Égypte et Israël. Grâce à Dieu son action semble réussir et dans le ciel sombre qui nous couvre, il filtrerait un petit rayon de lumière.

*Et
l'Europe?*

Une récente réunion des ministres de la C.E.E. a établi que la Communauté Européenne réduise ses consommations énergé-

tiques de 5%.

Et la préoccupation des dirigeants de la Communauté, tout au moins face à l'opinion publique, semble s'être arrêtée avec cette simple recommandation infantile.

Nous désirons, par contre, que l'on parle clairement du danger qui pèse sur notre liberté et sur notre vie pour que chaque Européen en soit conscient et se souvienne que le 10 juin prochain il lui est offert la dernière occasion favorable pour faire en sorte que toutes les forces démocratiques de l'Europe occidentale s'unissent en un groupement suffisamment puissant pour pouvoir, ne serait-ce que tout seul, défendre sa civilisation et, en même temps, sa liberté.

L'U.R.S.S. a une aversion pour l'union européenne parce qu'elle la juge comme l'obstacle principal à son programme de domination mondiale.

Le dix juin prochain, les Européens doivent, au nom de la liberté et de leur vie propre et de celle de leurs enfants, oublier tout nationalisme stupide et égoïste et voter non seulement pour un Parlement, mais également pour une Constituante qui, brûlant toutes les étapes, porté sur les fonts baptismaux les Etats-Unis d'Europe, la concentration la plus grandiose de populations civilisées et hautement industrialisées que l'histoire du monde ait jamais connue, une Union pacifique, mais tellement forte et homogène qu'elle découragerait à jamais les programmes agressifs et dominateurs tracés par Pierre le Grand et que ses fidèles exécuteurs testamentaires qui gouvernent l'U.R.S.S. continuent d'appliquer d'une façon implacable.

Ce n'est qu'ainsi que pourra être pacifiée notre planète tourmentée, où des millions et des millions de personnes attendent encore d'être soustraits à la misère et à la faim.

La paix dans le monde ne peut que reposer sur le bien-être de tous les peuples et seulement alors les armements ne deviendront que de vieux morceaux de fer à jeter au rebut.

Cette route grande et merveilleuse dont rêvent tous les hommes ne peut être tracée que par l'Europe, maîtresse depuis plus de deux mille ans, de la civilisation, et qui doit, pour poursuivre cette mission, s'unir avec le consensus conscient de tous les peuples qui la composent.

R.C.

Testament



Au nom de la très sainte et indivisible Trinité, nous, Pierre Ier, à tous nos descendants et à tous nos successeurs au trône et au gouvernement de la nation russe:

Dieu tout-puissant, auquel nous devons notre vie et notre couronne, nous a illuminé avec son éclat et soutenu avec son appui, et Il nous a fait voir les Russes comme un peuple appelé à dominer dans l'avenir toute l'Europe.

Je base ma pensée sur la constatation que la plupart des nations de l'Europe sont dans un état de vieillesse proche du dépérissement, vers lequel elles s'acheminent à grands pas; par conséquent, il est facile et certain qu'elles pourront être conquises par un peuple nouveau et jeune quand celui-ci aura rejoint dans sa croissance le maximum de force. Je considère donc l'invasion des pays de l'Occident et de l'Orient par les peuples du Nord comme une mission périodique, décrétée par la Providence, qui a régénéré d'une manière analogue le peuple romain par l'invasion des barbares.

Les émigrations des ethnies polaires sont comme les débordements du Nil, qui, à des périodes déterminées, engraisse avec son limon les terres appauvries de l'Égypte. J'ai trouvé la Russie comme un petit ruisseau, et je la laisse à mes successeurs comme un fleuve; ils en feront sûrement une vaste mer, destinée à fertiliser une Europe appauvrie; ses vagues débordront malgré toutes les digues que des mains débiles pourraient construire pour les freiner, mais que mes successeurs sauront diriger. Dans ce but, je leur lègue les enseignements ci-dessous, que je recommande à leur attention et observation constante.

1. Maintenir la nation russe dans un état de guerre permanente, tenir le soldat russe toujours en guerre et ne lui donner repos que pour améliorer les finances de l'État; reformer l'armée et choisir les moments opportuns pour l'offensive. Faire en sorte que la paix puisse servir à la guerre, et la guerre à la paix, dans l'intérêt de la grandeur et de la prospérité croissante de la Russie.



2. *S'adresser aux peuples instruits de l'Europe et en faire venir par tous les moyens possibles, des officiers en temps de guerre et des savants en temps de paix, afin de faire profiter la nation russe des avantages des autres pays sans qu'elle perde les siens.*

3. *Prendre part, dans toutes les occasions, aux affaires et aux litiges de l'Europe et surtout de l'Allemagne, qui nous intéresse plus directement, puisqu'elle est plus proche de nous.*

4. *Diviser la Pologne en y entretenant des jalousies et des troubles permanents; intéresser les potentats par l'or, influencer les Diètes en les corrompant pour qu'elles agissent dans l'élection du roi; trouver des partisans et les protéger; envoyer les troupes moscovites dans des pays étrangers et les maintenir jusqu'à ce que l'occasion se présente pour qu'elles y restent pour toujours. Si les puissances voisines opposent des difficultés, les apaiser momentanément en morcelant le pays, jusqu'à ce que l'on puisse prendre tout ce qu'il y a à prendre.*

5. *Prendre à la Suède le plus possible et faire en sorte que nous soyons attaqués par elle, pour avoir ensuite un prétexte pour la subjuguier. Dans ce but, il faut que la Suède soit isolée du Danemark, et le Danemark de la Suède, en alimentant soigneusement leur rivalité.*

6. *Donner toujours comme épousés aux princes russes des princesses allemandes, afin d'augmenter le nombre d'alliances de familles, de rapprocher les intérêts de nos deux pays, et de gagner l'Allemagne à notre cause, tout en y affermissant notre influence.*

7. *Pour notre commerce, s'orienter de préférence vers l'alliance avec l'Angleterre, une puissance qui a grand besoin de nous pour sa flotte et qui peut être utile au développement de notre marine. Offrir, en échange de son or, notre bois et d'autres produits, et établir entre ses commerçants et marins et les nôtres des rapports permanents, qui puissent assurer la formation des nôtres dans la navigation et dans le commerce.*



8. *Avancer sans cesse vers le Nord, sur les côtés de la Baltique, ainsi que vers le Sud, autour de la mer Noire.*

9. *Se rapprocher le plus possible de Constantinople et des Indes. Celui qui régnera sur ces régions sera le vrai souverain du monde. Par conséquent, provoquer sans cesse des guerres aussi bien contre les Turcs que contre les Perses. Etablir des chantiers aux bords de la mer Noire en étendant progressivement notre domination sur cette mer et sur la Baltique, deux positions nécessaires en vue de la réussite du projet. Accélérer la décadence de la Perse; pénétrer jusqu'au golf Persique; rétablir, si possible, à travers la Syrie l'antique voie commerciale vers l'Orient et avancer jusqu'aux Indes, les entrepôts du monde. Une fois arrivés là-bas, nous n'aurions plus besoin de l'or de l'Angleterre.*

10. *Rechercher et maintenir soigneusement l'alliance avec l'Autriche; appuyer en apparence ses idées de domination croissante sur l'Allemagne, et provoquer en même temps et subrepticement la jalousie des princes contre l'Autriche. Faire en sorte que les deux Etats réclament l'aide de la Russie et exercer sur eux une espèce de protection qui en prépare la domination future.*

11. *Intéresser la Maison d'Autriche à chasser les Turcs de l'Europe et neutraliser ses jalousies du temps de la conquête de Constantinople, soit en provoquant une guerre avec les vieux Etats de l'Europe, soit en lui donnant une partie de la terre conquise - qu'on lui reprendra plus tard.*

12. *Unir tous les Grecs divisés ou schismatiques qui sont répandus en Hongrie ou en Pologne, les concentrer, les appuyer et constituer ainsi une prédominance universelle préliminaire à travers une espèce d'autorité et de suprématie sacerdotale; nous aurons donc beaucoup d'amis parmi chacun de nos ennemis.*

13. *La Suède démembrée. La Perse vaincue. La Pologne subjuguée. La Turquie conquise. Nos armées réunies. La mer Noire et la mer Baltique gardées par nos voiliers. Pour le moment, il faut que nous propositions, séparément et en grand secret, à la Cour de Versailles et ensuite à la Cour de Vienne de partager avec elles l'empire mondial. Si l'une d'elle accepte - ce qui est inévitable si nous saurons flatter leurs ambitions et leur amour-propre - se servir de l'une pour détruire l'autre, en engageant contre celle-ci une bataille dont l'issue est hors de doute, vu que la Russie possède tout l'Orient et une grande partie de l'Europe.*

14. *Si toutes les deux refusent l'offre de la Russie - ce qui est fort improbable - il faut allumer des conflits et faire en sorte que l'une ruine l'autre. Alors la Russie, en profitant d'un moment décisif, lancera sur l'Allemagne ses troupes concentrées d'avance.*

En même temps, deux flottes considérables partiront - l'une de la mer d'Azov et l'autre du port d'Archangelsk - chargées de troupes asiatiques et s'uniront aux flottes de la mer Noire et de la Baltique. Notre armée navale avancera en traversant la Méditerranée et l'Océan, envahira la France d'un côté et l'Allemagne de l'autre; ces deux régions une fois conquises, le reste de l'Europe passera facilement et sans coup férir sous notre contrôle.

Voilà comment l'Europe pourra et devra être soumise.

Notre interview avec GASTON THORN Président du Gouvernement luxembourgeois

«Tous les Etats membres doivent enfin comprendre que leur union,
loin de les mettre en cause,
est la seule garantie, à long terme, pour le maintien
de leur souveraineté et de leur indépendance»

Propos recueillis par PAUL van OYE - 26 janvier 1979

B.E. Monsieur le Président, vous venez de participer à la dernière réunion des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui a décidé de la création du S.M.E. Quelles espérances en tirez-vous? Croyez-vous que la question des montants compensatoires soit un réel problème ou bien que cette question ait été soulevée dans le seul but de retarder l'entrée en vigueur du nouveau système? Quelles sont, à vos yeux, les implications politiques de cette initiative?

La décision de créer un nouveau système monétaire européen fait une nouvelle fois naître l'espoir de voir honorer l'engagement déjà encouru au sommet de La Haye, il y a dix ans, à savoir celui de passer enfin de la face négative à la face positive du processus d'intégration européenne, d'approfondir le Marché Commun, de franchir définitivement le stade d'une union douanière et de s'avancer résolument sur le chemin d'une véritable communauté de solidarité.

Ce second essai semble plus promoteur, car nous semblons avoir tiré des enseignements utiles de l'échec de la première tentative, et, ce qui me semble le plus important, actuellement, la crise économique, le désordre monétaire, la faiblesse du dollar aidant la volonté politique est cette fois-ci apparente. Les principaux promoteurs n'ont jamais manqué de le souligner et l'ad-

hésion bien que tardive, de l'Italie et de l'Irlande le prouve à suffisance.

D'ailleurs, les implications politiques pourraient être importantes, si ce n'est que parce que les conditions seront enfin données pour que la méthode préconisée par les pères fondateurs puisse tourner rond à nouveau, donc que l'unification économique entraîne l'unification politique de l'Europe.

Mais les obstacles resteront nombreux et élevés. La question des montants compensatoires est là pour le prouver. Bien sûr elle constitue un réel problème et c'est pourquoi je crois qu'elle n'a pas été soulevée dans le seul but de retarder l'entrée en vigueur du nouveau système monétaire. Mais qu'un problème connu depuis très longtemps ait pu retarder l'entrée en vigueur d'un projet important et ambitieux, me semble regrettable, d'autant plus que ce retard peut donner lieu à d'autres oppositions et exigences telles que celles émises par la Grande-Bretagne, qui pourtant ne veut pas participer au nouveau système monétaire.

Néanmoins, je ne crois pas qu'il faille être exagérément pessimiste car, ne l'oublions pas, les montants compensatoires n'étaient censés être qu'un expédient, qu'un provisoire, et même si le provisoire souvent est appelé à durer, les chances de trouver une solution au problème me semblent réelles, précisément parce que dans une zone de stabilité monétaire, les causes mêmes qui

ont donné naissance au mécanisme des montants compensatoires, à savoir les fluctuations du taux de change, l'instabilité monétaire, vont disparaître, si tant est que le système monétaire européen fonctionnera comme prévu.

B.E. Pensez-vous que, comme l'ont écrit certains de nos confrères, la Grande-Bretagne ait sciemment voulu freiner et contrecarrer l'union économique et monétaire de l'Europe en ayant comme but de voir l'Europe adhérer au Commonwealth?

Ecartons d'abord votre dernière affirmation: le but de la Grande-Bretagne n'est certainement pas de voir l'Europe adhérer au Commonwealth; aucun homme politique qui défendra cette thèse ne sera pris au sérieux.

Il est vrai que chez nos amis anglais, il y a un courant non négligeable qui souhaiterait voir évoluer la Communauté Economique Européenne vers une simple zone de libre-échange. Mais je n'irai pas jusqu'à dire que le Gouvernement britannique veuille sciemment faire échouer l'union économique et monétaire. D'ailleurs, la Grande-Bretagne n'a pas voulu rester entièrement à l'écart du nouveau système monétaire européen, c'est pourquoi elle a reconnu ses objectifs et son utilité. Mais pour des raisons auxquelles des considérations de politique intérieure ne sont certainement pas étrangères, elle a estimé ne pas pouvoir adhérer dès le début aux modalités techniques du système et a préféré rester à l'écart de son fonctionnement.

B.E. Très prochainement, et pour la première fois, le Parlement européen sera élu au suffrage universel direct et le nombre de ses membres sera plus que doublé. Nous n'avons pas d'expérience en cette matière. Alors que le P.E. demande déjà de nouvelles compétences, ne les demandera-t-il pas avec encore plus de force, après son élection, voyant ses pouvoirs être légitimés par le peuple? Certains hommes politiques souhaitent voir s'établir un système bicaméral à l'image des Etats-Unis. Y êtes-vous favorable?

Votre question contient déjà un début de réponse. Il est normal et inévitable que les Parlementaires européens directement élus souhaiteront voir honorer un supplément de légitimité par un supplément de compétence. Il est tout aussi certain que cet élargissement des compétences du Parlement européen ne se fera pas par sa seule élection directe, mais devra respecter les dispositions du Traité de Rome. Mais il est parfaitement imaginable que 410 Parlementaires légitimement mandatés, après avoir épuisé toutes les possibilités qui leur sont actuellement offertes, exerceront une pression telle que finalement la question des compétences du Parlement européen ne pourra pas être éternellement éludée.

Une évolution vers un système bicaméral reste naturellement souhaitable pour tous les fédéralistes européens. Mais prédire aujourd'hui que le Conseil se transformera en Sénat ou en deuxième Chambre, me semble imprudent et prématuré étant donné que le Conseil est et restera encore longtemps l'organe de décision, la première institution de la CEE.

B.E. Une fois ce Parlement constitué, ne pensez-vous pas que ce serait en son sein qu'un exécutif réel devrait être constitué à l'image de nos régimes politiques occidentaux?

Ce que vous venez de suggérer me semble malheureusement irréalisable à court et à moyen terme. Le Conseil des Ministres restera l'organe exécutif le plus important où continueront à siéger les représentants des Etats membres. Dans un premier temps, le seul interlocuteur valable du Parlement directement élu sera la Commission. A première vue ce n'est que dans les rapports Parlement/Commission que des améliorations allant dans le sens d'une meilleure collaboration et d'un contrôle plus efficace me semblent possibles. Comme Léon Tindemans l'avait proposé, le Parlement pourrait être associé à la nomination du Président et/ou des Membres de la Commission, ce qui donnerait plus de poids à son pouvoir de censure. Mais pour que ce contrôle puisse s'exercer efficacement, il faudra aussi que la Commission retrouve sa place et son rôle de moteur de l'intégration européenne.

Dans le système bicaméral que vous venez de mentionner dans votre question précédente, cette Commission-là pourrait préfigurer un exécutif réel constitué au sein du Parlement directement élu.

B.E. Quelles sont les spécificités du Parti Libéral européen?

En vue des élections directes du Parlement européen, 14 partis libéraux de tous les Etats membres se sont regroupés dans la Fédération des Partis libéraux et démocratiques de la Communauté européenne. Dès le premier congrès de la fédération, en novembre 1976 à La Haye, les lignes directrices d'une plate-forme électorale ont été élaborées. Le programme a été approuvé définitivement lors du 2^o congrès, en 1977, à Bruxelles, après qu'il ait été amplement discuté par la base des différents partis nationaux, et qu'il ait eu subi maintes modifications et améliorations.

Bien que ce programme ne soit destiné qu'à servir de base commune aux divers partis membres de la fédération, qui tous mèneront, pour ces premières élections directes, une campagne électorale nationale, ce qui a parfois empêché des déclarations trop concrètes et favorisé des formulations plus vagues et plus générales, il se distingue sur beaucoup de points importants des programmes présentés par les autres familles politiques, par exemple dans le domaine de la politique économique, de la politique agricole et en ce qui concerne les futures structures institutionnelles de la Communauté. Mais au centre de toutes les préoccupations des Libéraux européens reste l'homme, le citoyen européen. Que ce soit dans le chapitre sur la politique économique, la politique sociale, la politique régionale ou la politique étrangère, ce sera toujours le respect pour la personne humaine, sa dignité, sa liberté, qui dictera les actions des partis libéraux et de notre fédération. Aussi voyons-nous dans l'élaboration d'une sorte de catalogue des droits et libertés de l'homme, qui devrait constituer la base d'une éventuelle future Constitution européenne, une tâche importante et de prédilection pour le Parlement européen directement élu.



B.E. Quelle forme devrait prendre l'Europe: Confédération, Fédération ou Communauté? Quelles sont, pour vous, les différences entre ces trois formes? Quelle serait la meilleure, ou la moins mauvaise, d'entre elles?

Je ne crois pas qu'il soit opportun de raviver les anciennes querelles doctrinales et théoriques sur la forme politique, de droit constitutionnel, de l'Europe. Il y a des pays qui se disent une fédération et qui fonctionnent comme une confédération et vice-versa. L'appellation n'y est pas pour tout: il importe plutôt de dire enfin quels droits souverains et à quel rythme les Etats nationaux sont prêts à transférer à l'Europe et à ses institutions. Aussi longtemps qu'on ne sera pas tombé d'accord sur ces points, l'intégration européenne risquera de ne point avancer. Tous les Etats membres doivent enfin comprendre que leur union, loin de les mettre en cause, est la seule garantie, à long terme, pour le maintien de leur souveraineté et de leur indépendance. De plus en plus nous ne pourrions exercer nos droits souverains qu'en commun.

B.E. Croyez-vous que l'Europe ait un rôle à jouer dans la crise que l'Iran traverse pour le moment?

Ne souhaitant pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Iran, l'Europe ne veut jouer aucun rôle dans la crise actuelle. D'ailleurs, elle ne le peut pas, car elle ne possède pas de politique étrangère vraiment commune. Le système de la coopération politique est fort fragile et peu contraignant, et n'empêche pas que les Etats membres se meuvent seuls sur la scène de la politique internationale, s'ils le désirent, et le trouvent utile. Aussi je crains qu'une fois le régime actuel renversé en Iran, nos positions approximativement communes risquent fort d'être mises en cause par nous-mêmes. Une fois de plus, il devient apparent qu'une Europe politique, qui veut se faire entendre dans le monde, ne peut se passer, à la longue, d'une politique étrangère véritablement commune, ou du moins, de conceptions communes dans le domaine de la politique internationale.

B.E. Pour l'instant, la Convention de Lomé est en rediscussion. Quelles

sont les innovations que l'on pourrait en attendre?

Les négociations pour le renouvellement de la Convention de Lomé étant en cours depuis l'été 1978, je ne veux nullement préjuger leur résultat par des positions trop précises et trop concrètes. La Convention de Lomé a, à maints égards, apporté des innovations révolutionnaires dans les relations entre les pays riches et les pays en voie de développement. Elle est d'ailleurs souvent citée en exemple, ce dont nous pouvons être légitimement fiers. Elle continue à bien fonctionner, à la satisfaction des deux parties; c'est pourquoi, au lieu de la remettre totalement en question, nous pouvons nous satisfaire de la renforcer et de l'améliorer lorsque cela s'avère vraiment nécessaire.

De toute façon, le principal est de réussir à temps de la prolonger pour une durée qui, cette fois-ci, ne doit pas nécessairement être limitée à cinq ans.

P. van O.

L'EUROPE PREND UN NOUVEL ENVOL

10 juin 1979: élection du PARLEMENT EUROPEEN



Éditions L'Europe - 10, rue de la Harpe - 75001 Paris - Tél. 01 47 78 11 11

Message du Parlement Européen et de la Commission des Communautés Européennes.

X° CONGRES de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne:

UNE EUROPE A GEOMETRIE VARIABLE *

Réprésentant quatorze partis, trois millions de militants et cinquante millions d'électeurs dans l'Europe des onze (les neuf plus l'Espagne et le Portugal), l'Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne a officiellement ouvert sa campagne pour l'élection du Parlement européen le 10 juin, en tenant, les 10, 11 et 12 janvier, son X° Congrès à Bruxelles.

Dans son discours d'ouverture, M. Robert Pontillon (Fr. - PS), Président de l'Union, a souligné la «cohérence» du mouvement socialiste en Europe, «seule force présente dans tous les pays de la Communauté et dans ceux qui sont candidats à l'adhésion». L'absence du Pasok, le parti grec, fut cependant remarquée.

La présence même du ministre britannique Anthony W. Benn au bureau de l'Union - dont les réticences à l'égard de l'Europe communautaire sont bien connues - «n'exclut pas que des opinions diverses s'expriment» et, de plus, «la participation massive des travaillistes aux travaux de l'Union est positive» a encore souligné M. Pontillon.

Ce fut ensuite au tour de M. Ludwig Fellemaier (All. - SPD) de donner lecture du rapport sur les activités du groupe socialiste du Parlement européen, dont les thèmes dominants sont la lutte contre le chômage - surtout celui des jeunes -, le souhait de voir les pouvoirs budgétaires du Parlement être accrus, la défense constante des droits de l'homme, etc...

*Pour le droit à l'emploi et à la
démocratie économique*

Tel fut le thème du rapport que présentèrent MM. Joop Den Uyl, ancien premier

ministre des Pays-Bas (PvdA), et Anker Jorgensen, chef du Gouvernement danois.

S'il faut créer des emplois, a déclaré M. Den Uyl, «ce n'est pas uniquement au profit des six millions de chômeurs actuels. L'évolution démographique permet de penser que neuf millions de demandeurs d'emploi supplémentaires se présenteront à moyen terme sur le marché de l'emploi». La crise économique «s'explique par des causes d'ordre structural. Ces dernières ont été mal identifiées et l'ont été trop tard».

Parmi les raisons structurelles génératrices de la crise, M. Den Uyl souligne «le transfert de nombreux secteurs d'activité du monde occidental riche vers les pays où les salaires sont bas, dans le Tiers Monde ou en Europe de l'Est; un glissement radical de l'emploi des secteurs primaire et secondaire vers le secteur tertiaire et le secteur des prestations de service non commerciales» ou *secteur quatriaire*.

«Le remède le plus évident contre le sous-emploi, pour l'ancien Premier ministre néerlandais, consiste en un vaste effort destiné à stimuler le pouvoir d'achat des pays en voie de développement. Pour y parvenir, il faut envisager d'augmenter l'aide officielle selon les normes *Dac*, mais aussi de stabiliser les prix des produits d'exportation pratiqués par les pays en voie de développement». Mais, la stimulation de la croissance économique ne suffit pas, à elle seule, à rétablir l'emploi.

M. Joop den Uyl plaide pour «une meilleure orientation des investissements, pour la création d'emplois dans le secteur des prestations de services non commerciales, pour une meilleure répartition des emplois disponibles et pour une stimulation de la croissance économique à l'échelle mondiale».

*Faut-il lutter contre le chômage ou
lutter contre l'inflation?*

M. Willy Claes, ministre des Affaires économiques (B - PS), est intervenu pour noter que les gouvernements se trouvaient confrontés à un dilemme: «choisir entre la lutte contre le chômage avec l'inflation ou lutter contre l'inflation avec le chômage».

De poursuivre en constatant que «chaque pays aborde le problème de manière différente, mais généralement la politique choisie est celle qui consiste à réduire à court terme les frais, aux fins de rétablir la rentabilité et la capacité concurrentielle des entreprises qui pourront alors accroître leur volume d'investissements productifs, facteur de stimulation de l'emploi. Il ressort des données statistiques que les coûts ont effectivement été réduits grâce à une modération dans l'évolution des salaires. Cependant, cette modération n'a pas été récompensée par la croissance des investissements productifs que l'on escomptait. L'explication doit être cherchée, d'une part, dans la surcapacité de l'appareil de production dans de nombreux secteurs, ce qui rend évidemment superflu tout nouvel investissement et, d'autre part, dans l'insuffisance de la demande de consommation qui n'a pu être suffisamment stimulée du fait, précisément, de la modération des salaires. Le seul moyen semble donc bien être celui qui consiste à accroître les investissements publics pour augmenter le taux de croissance de l'économie».

*Où M. Michel Rochard redécouvre
l'importance des petites et moyennes
entreprises*

L'intervention de M. Rochard fut axée sur l'emploi. Au-delà d'un certain seuil, a-t-il déclaré, le chômage devient un fléau à cause du nationalisme et du chauvinisme: «Les peuples qui ne prennent plus de risques dans l'acte de produire sont des peuples qui se suicident».

Il a indiqué «cinq pistes de recherche», parmi lesquelles la création d'emplois dans le secteur tertiaire, la mise en place d'une politique industrielle européenne, un soutien efficace aux petites et moyennes entreprises et un abaissement de la durée du travail.



Une Europe au service des citoyens

M. François Mitterrand est ensuite intervenu pour proposer une «charte communautaire des droits du citoyen».

«Il ne s'agit pas de diminuer, en quoi que ce soit, la souveraineté de chaque pays, ni de gommer les particularités qui font la richesse et les personnalités de chaque nation. Il s'agit d'ajouter, de telle sorte que lorsqu'il oeuvre dans le cadre communautaire, chaque citoyen se sente protégé contre l'arbitraire ou les excès du pouvoir, puisse demander raison et réparation des dommages encourus».

M. Mitterrand a aussi demandé le droit de vote ou d'éligibilité pour les Européens vivant dans un autre pays de la Communauté, et que le Parlement européen élu innove «dans le cadre strict de ses pouvoirs actuels».

*Appel des socialistes aux électeurs
des Neuf, ou rien de neuf*

Dans leur appel - qui est, en fait, un programme qui ne réserve guère de surprises - les socialistes ont présenté les propositions communes suivantes:

garantir le droit au travail pour tous et plus particulièrement pour les jeunes; soumettre le développement économique et social au contrôle démocratique; lutter contre la pollution; mettre fin à la discrimination, notamment celle exercée à l'encontre des femmes;

protéger le consommateur; promouvoir la paix, la sécurité et la coopération; étendre et défendre les droits de l'Homme et les

libertés civiles.

Mais, il nous faut bien constater que dans chacun de ces chapitres, les congressistes se sont bien gardés de formuler des idées concrètes qui auraient eu beaucoup de chances de heurter tel ou tel parti «frère». Chaque parti reste libre d'œuvrer «d'une manière adaptée aux circonstances particulières de chaque pays» et ce, dans le but évident de ne créer aucun différend.

Dans le domaine économique, si nous savons désormais que les partis socialistes veulent assurer le contrôle public des grandes concentrations industrielles et financières, qu'ils entendent stimuler les petites et moyennes entreprises, nous ne savons pour autant toujours pas comment, *concrètement*, ils pourraient arriver à leurs fins. Ce n'est assurément pas en se basant sur le paragraphe 16 qui stipule que «la politique agricole commune doit être adaptée de façon à assurer un meilleur équilibre entre la production et la consommation, des prix plus stables, et un développement équitable des revenus des agriculteurs par une plus grande efficacité et de meilleures politiques

structurelles» et que «les intérêts des consommateurs doivent être pleinement pris en compte dans l'évolution de la politique agricole commune», que nous pourrions voir les orientations que la politique agricole européenne devrait suivre!

Un des rares points sur lequel tous les partis semblent s'être mis d'accord est la réduction à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail.

D'autre part, «l'Assemblée élue au suffrage universel direct évoluera dans le cadre des Traités existants. Tout nouveau transfert de pouvoirs des gouvernements nationaux aux institutions communautaires ou des parlements nationaux à l'Assemblée, ne peut se faire qu'avec l'accord clair et net des gouvernements et des Parlements nationaux». Voilà qui cache mal les divergences qui existent entre les socialistes néerlandais, et italiens d'une part, et français d'autre part.

Les socialistes, rassemblés à Bruxelles, ne voulaient pas s'aventurer trop loin dans le concret et ne voulaient, en fait et en définitive, que présenter une façade aux électeurs.

Cittadini italiani,

dal 7 al 10 giugno 1979, per la prima volta nella storia, 180 milioni di cittadini di nove paesi d'Europa - Italia, Belgio, Danimarca, Francia, Gran Bretagna, Irlanda, Lussemburgo, Olanda, Repubblica Federale di Germania - eleggeranno insieme, a suffragio universale diretto, il Parlamento Europeo.

Belgen,

Voor de eerste keer in de geschiedenis zullen de 180 miljoen burgers van de negen Europese landen - Italië, België, Denemarken, Frankrijk, Groot-Brittannië, Ierland, Luxemburg, Nederland, Duitse Bondsrepubliek - gezamenlijk volgens direct algemeen kiesrecht het Europees Parlement kiezen.

Deutsche Bürger,

Zum ersten Mal in der Geschichte werden vom 7. bis 10. Juni 1979, 180 Millionen Bürger aus neun europäischen Ländern - Italien, Belgien, Dänemark, Frankreich, Grossbritannien, Irland, Luxemburg, Holland, Bundesrepublik Deutschland - gemeinsam ins europäische Parlament direkt wählen.

Danske borgere,

Fra den 7. til den 10. juni 1979 skal 180 millioner borgere fra ni europæiske lande - Italien, Belgien, Danmark, Frankrig, Storbritannien, Irland, Luxembourg, Holland, Forbundsrepublikken Tyskland - for første gang i historien, ved direkte valg, vælge det europæiske Parlament.

Letzeburger,

In de eerste keer in der Geschichte gien 180 Millioune Wähler aus negen europäisch Letzger - Italien, Belgien, Dänemark, Frankreich, Grossbritannien, Irland, Letzburger, Deutschland - mit einem direkt europäisch Parlament direkt wählen.

Britons,

7 to 10 June 1979, a historic event - 180 million citizens of nine European countries - Italy, Belgium, Denmark, France, Ireland, Luxembourg, the Netherlands, the United Kingdom, the Federal Republic of Germany - go to the polls to elect by direct universal suffrage, the European Parliament.

Citoyens français,

Du 7 au 10 juin, pour la première fois dans l'histoire, 180 millions de citoyens de neuf pays d'Europe - Italie, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Irlande, Luxembourg, Hollande, République Fédérale d'Allemagne - éliront ensemble, au suffrage universel direct, le Parlement Européen.

A Ghaela,

O'7 go 10 Meitheamh 1979, den chéad uair arís, éleáir Parlaimint na Eorpua a thaghadh trí vótáil dhíreach ag 180 milliún saoránach de chuid na n-áit ar Chomhphobail Foirgnigh - an t-Ítáil, an Bheilg, an t-Éire, an t-Saothear, an t-Saothear, an t-Ísiltír agus Poblacht Chríostaíche na Gearmáine.

Nederlanders,

Voor de eerste keer in de geschiedenis zullen de 180 miljoen burgers van de negen Europese landen - Italië, België, Denemarken, Frankrijk, Groot-Brittannië, Ierland, Luxemburg, Nederland, Duitse Bondsrepubliek - gezamenlijk volgens direct algemeen kiesrecht het Europees Parlement kiezen.

Europei,

il 10 giugno 1979 italiani, belgi, danesi, francesi, inglesi, irlandesi, lussemburghesi, olandesi, tedeschi saranno, insieme, europei, in un paese più grande: l'Europa.



10 giugno. Elezioni per il Parlamento Europeo. Il tuo voto per la tua Europa.

Préoccupation au sein de la CEE

LES 84 MULTINATIONALES SOVIÉTIQUES

Le vent des multinationales de l'Est souffle toujours plus impétueusement sur le monde économique de l'Europe occidentale.

Les multinationales soviétiques, qui ne sont apparues que récemment en Europe occidentale, ont en effet triplé au cours des sept dernières années, passant de 28 en 1970 à 84 en 1977.

C'est une étude publiée dans «*Profilo*» - revue trimestrielle d'une multinationale américaine qui opère en Europe - qui le révèle; elle a pris comme critère pour définir

une «*multinationale*» celui qui a été adopté par la Communauté Economique Européenne: une société présente dans deux pays ou plus.

En Italie, par exemple, il existe, entre autres, la société Dolfin (agence maritime), Sovitalmare (transports maritimes), Stalinitalia (machines-outils), Sovietpesca (pêche) et Russlegno (bois).

Ce qui a surtout contribué à l'expansion des multinationales soviétiques a été la consolidation du processus de détente et la nécessité, pour les pays de l'Est, de trouver

L'EXPRESS 24 FEVRIER 1979

LES COMPTES SECRETS DES COMMUNISTES

par Jean Montaldo

Quatre cents kilos de documents — pas des photocopies, des originaux — ont servi à Jean Montaldo pour écrire «*Les Secrets de la Banque soviétique en France*» (Albin Michel), qui sortent la semaine prochaine en librairie.

En désignant la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (B.c.e.n.) ou Eurobank comme la banque soviétique à Paris, j'em



L'Express en publie un extrait particulièrement significatif (voir l'éditorial de Jean-François Revel). Jamais on n'avait éclairé avec autant de précision les liens entre la banque d'Etat soviétique et le communisme français.

ci en quels termes on le convoque à l'ambassade de l'U.R.S.S. : «*Pour M. Ponomarev ; 12.10.78 — 12.35. En votre absence, l'ambassade soviétique a*

les capitaux nécessaires à l'achat en Occident de produits et de technologie.

Un des secteurs où ces multinationales ont atteint un certain prestige est celui de la banque.

En effet, en 1974, une de leurs banques, la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, figurait parmi les dix premières banques de Paris.

Le terrain d'élection des multinationales soviétiques est, toutefois, celui des transports maritimes. En Europe occidentale on en dénombre 16 dans ce secteur avec des sociétés mères en Union soviétique.

Dans le port d'Anvers, les unités navales battant le pavillon rouge avec la faucille et le marteau détiennent la quatrième place avec une présence à quai de 1 500 unités par an; ceci a favorisé la prolifération de diverses entreprises belgo-soviétiques dans l'arrière-pays.

Les récentes noces à surprise de Christine Onassis avec le Soviétique Nikolai

Kauzov, fonctionnaire d'une multinationale maritime de l'Urss, fait craindre, en outre, que l'immense empire de feu l'armateur grec Aristote Onassis, ne passe, grâce à l'étrange mariage de sa fille, sous le pavillon rouge.

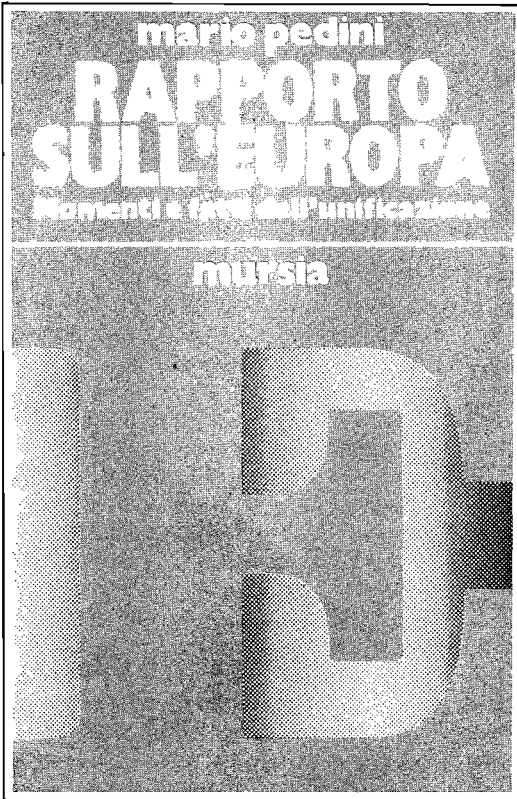
Que peuvent avoir en commun Christine, dont le patrimoine dépasse le milliard de dollars, et un fonctionnaire soviétique âgé de 37 ans, à l'oeil de verre et ne gagnant que 235 dollars par semaine quand il réside à l'étranger? C'est un mystère qui continue à provoquer des nuits blanches aux armateurs de la Cee. Les symptômes proviennent d'un communiqué du «Comité économique et social» de la Communauté Economique Européenne approuvé récemment et dans lequel il est affirmé «que de cette façon, les pays de l'Est pourraient avoir, très rapidement, une position de monopole dans le domaine des transports en Europe».

□



Georges Marchais avec Georges Gosnat, responsable du bureau de presse et trésorier du P.C.F.
C-dessous le compte n° 05316-6 de Gosnat au B.C.E. en ce qui concerne les fonds du Comité central
Au 26 octobre 1978, avoit total = 2 682 634,76 F au bas du document
Le détail des opérations faites à ce compte entre le 23 et le 26 octobre 1978

JOURNEE 26/10/78		LISTING SOLDES CERTAINS COMPTES				PAGE 2	14
CAT	DEV	NUMERO	INTITULE	SOLDES EN VAL	VAL	VAL	VAL
DE	COMpte	DU	VAL	DEBIT	CREDIT	VAL	DEBIT
CC A	FF F	*001 05189 7	I UL SYND BOUL	*26 10.	.	6.581,48	*26 10.
		*001 05193 8	I INSYW VITEY	*26 10.	.	8.014,00	*26 10.
		*001 05201 0	I SGC PEE BAY	*26 10.	.	243.111,95	*26 10.
		*001 05315 8	BUR PRESSE	*26 10.	.	50.472,99	*26 10.
		*001 05316 6	I G GOSNAT	*26 10.	.	2682.634,76	*26 10.
						10	
						50.472,99	
						2682.634,76	
						10	
						2682.634,76	
						10	
						11.495.380,20	
						268,00	
						637.000,00	
						177,37	
						23,10	
						11.439.750,20	



Mario Pedini, *Rapporto sull'Europa* (Momenti e fatti dell'unificazione). Milan, Mursia editore, 1979 - 228 pages.

Où va l'Europe aujourd'hui? Vers un plus grand bien-être qui signifie égoïsme matérialiste et assujettissement définitif aux supergrands? Vers une dirigeance de l'évolution sociale du monde, utile, certes, à la paix et à un ordre économique nouveau soutenu par la solidarité internationale et à laquelle elle, une grande puissance culturelle, technologique, commerciale, peut offrir une contribution décisive? Il est certain que cette dernière perspective est celle qui convient le mieux à la Communauté Economique Européenne et non seulement pour une collaboration étroite avec la nouvelle Afrique, mais également pour stimuler le grand continent latino-américain à jouer son important rôle dans ses rapports communautaires (et non sans raison, l'Italie a demandé plusieurs fois d'ouvrir le dossier latino-américain sur la table de Bruxelles).

C'est là, cependant, une perspective qui

LIVRES

exige un nouveau sens de citoyenneté européenne et qui sollicite des dimensions nouvelles dans notre culture. L'Europe de la nouvelle culture ne peut se contenter d'exhumer les erreurs du passé: elle doit dire avec courage et sérieux ce qu'elle peut proposer de permanent au colloque entre les continents, quelles sont les propositions valables et les responsabilités qui incombent aux Européens dans ce monde qui change et à qui la science et la technique donnent une impulsion quotidienne.

Il s'agit de projeter aujourd'hui, entre le libre-échange, qui rend plus pauvres les pauvres, et le dirigisme, qui tue l'initiative des peuples et de l'individu, une civilisation nouvelle d'humanisme solidaire, capable d'être multiplicatrice de rendement économique et culturel. C'est en cela que se trouve la voie valable du train communautaire, le destin le plus significatif de son voyage.

Un train certes incomplet et imparfait, tel est celui de la Communauté Economique Européenne. Une construction «déséquilibrée», celle de la Communauté, comme nous l'avons vu d'après de si nombreux exemples et qu'ensuite la crise du système monétaire mondial et la guerre du pétrole ont mis encore plus en difficulté.

Dans cet inachèvement du dessein communautaire, de dévitaliser les institutions, de favoriser les tendances dissociantes, de «sortir des rails». Et ainsi pèse la menace dénoncée dans le rapport Tindemans quand l'on parle d'une Europe à deux vitesses de développement et ailleurs on parle, tout aussi inopportunistement, d'une Europe méditerranéenne socialiste, avec pour seul résultat de renforcer le triangle Bonn, Paris et Londres.

Telle est la raison pour laquelle le discours du Parlement européen et de son élection directe et populaire acquiert aujourd'hui une importance particulière. Le Parlement pourra, en effet, en tant qu'organisme politique (et pour le rendre tel, il faudra certes gagner une bataille très dure)

RECUS

se porter garant d'une unité communautaire harmonique d'actions qui empêchent l'Europe des Traités de Rome de ne devenir qu'un répertoire des principales nations.

Aurel C. Popovici, *Statele Unite ale Europei* (Les Etats-Unis de l'Europe), «Les précurseurs de l'europhisme», 2. Rome, éditions de la Fondation Européenne Dragan, 1979-328 pages.

Après avoir publié un recueil d'études consacrée à la vie et à l'oeuvre du grand politologue roumain A.C. Popovici - le premier volume de la collection «Les précurseurs de l'europhisme» - la Fondation Européenne Dragan nous présente en traduction roumaine intégrale l'oeuvre la plus importante et vaste de A. C. P. Soixante-treize ans sont passés depuis la parution de l'original allemand de cet ouvrage qui a fait date dans l'histoire des doctrines politiques: Die vereinigten Staaten von Gross-Osterreich; et 40 ans depuis l'impression de la traduction roumaine avec le titre changé en Stat și națiune (Etat et nation), qui ne permet pas au lecteur de saisir tout de suite la vraie nature du livre; ce n'est pas un traité de théorie politique ou de philosophie du droit mais un plaidoyer pathétique et convaincant pour la fédéralisation de l'Europe, en commençant par les nations faisant partie de l'empire austro-hongrois. Nous croyons donc que le nouveau titre proposé dans cette édition récente est beaucoup plus inspiré.

La fédéralisation de l'Europe s'est heurtée de tout temps au sentiment nationaliste des peuples, sentiment où s'entremêlent de profondes aspirations à la liberté et à l'indépendance. Les difficultés actuelles et la lenteur exaspérante vers l'union européenne ne prouvent-elles pas que cette question n'a pas encore trouvé sa réponse? En regardant

2

Les précurseurs
de l'europhisme

Aurel C. Popovici

STATELE
UNITE ALE
EUROPEI

FONDATION EUROPEENNE DRAGAN

en arrière nous voyons qu'au début de notre siècle de nombreuses nations étaient en effervescence pour atteindre leur indépendance et fixer leurs frontières. Aurel C. Popovici, né dans la région roumaine du Banat, alors sous l'empire des Habsbourg, connaissait de sa propre expérience ce que signifiait ce processus et avait beaucoup souffert pour avoir défendu la cause de ses compatriotes persécutés par les chauvinistes hongrois.

Fruit d'une vaste érudition et d'expériences douloureuses, l'oeuvre capitale de A.C. Popovici est non seulement un document significatif pour la maturité de son auteur, mais aussi un modèle de pensée claire et persuasive, qui sait unir la théorie à la pratique. Il faut noter à ce propos le Projet de Constitution élaborée par Popovici pour la future Fédération.

En saluant la publication de cette version roumaine, nous formulons le voeu que cette oeuvre soit présentée au public aussi dans une langue véhiculaire: l'original allemand, depuis longtemps épuisé, ou bien dans une traduction anglaise ou française.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

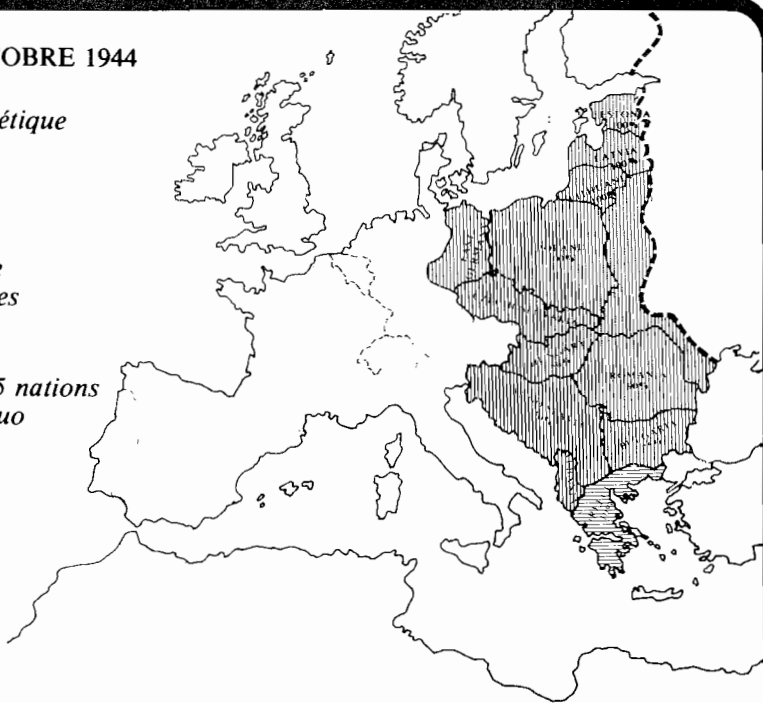
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>Roberto Cestelli: Pax sovietica</i>	1
Le Testament de Pierre le Grand	6
Notre interview avec Gaston Thorn	9
X ^o Congrès de l'Union des Partis Socialistes de la Cee	13
Les 84 multinationales soviétiques	16
Livres reçus	18

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del
15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11